



**Réseau National des ONGs des Droits de l'Homme  
de la République Démocratique du Congo**

**RENADHOC**

***National Network of Congolese Human Rights NGO***

***Secrétariat Exécutif National***

***Six mois après l'investiture du Gouvernement Augustin  
MATATA PONYO MAPON : La Sécurité Globale  
du Pays n'a fait que se dégrader !***

**DECLARATION DU RENADHOC SUR LA SITUATION SECURITAIRE  
GLOBALE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
ET PLUS PARTICULIEREMENT AU NORD-KIVU.**



**- Kinshasa, 22 Novembre 2012 -**

**Secrétariat Exécutif National : N° 1517, Avenue Luanga (Croisement des Avenues Itaga & Croix-Rouge)  
Quartier Ndolo / Commune de Barumbu, Ville de Kinshasa**

**Telephone : +(243) 998 121 369 /89 82 60 500 / 9999.052.52 / 81.502.48.38/81.61.47.007**

**E-fax : 0044 871 25 920 - Numéro Vert ( **Appels Urgents Uniquement** ) : +243 (0) 810.8000.12**

**E-mail : renadhoc@yahoo.fr – renadhoc@societecivile.cd / Site Web : www.renadhoc.org**

**B.P. : 448 Kinshasa I - République Démocratique du Congo**

**DECLARATION DU RENADHOC SUR LA SITUATION SECURITAIRE  
GLOBALE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET  
PLUS PARTICULIEREMENT AU NORD-KIVU.**

---

***« Six mois après l'investiture du Gouvernement Augustin MATATA  
PONYO MAPON : La Situation Sécuritaire Globale  
du Pays, n'a fait que se dégrader ! »***

Le Réseau National des ONGs de promotion et de défense des Droits de l'homme de la République Démocratique du Congo, **RENADHOC** en sigle, est vivement préoccupé par les derniers développements de la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu. En effet, depuis ce dimanche 18 Novembre 2012, les agresseurs Rwandais et Ougandais avec leur pion, le M23, qui étaient à la lisière de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, ont par baguette magique sous forme de cinéma, fini par prendre le mardi 20 novembre 2012 le contrôle de l'aéroport de Goma, puis de l'ensemble de la ville. Les combats qui ont donc doublé d'intensité ces derniers jours, ont occasionné des scènes macabres de panique et plongé toute la population civile et sans défense de Goma dans l'émoi et l'incertitude la plus totale. La situation sécuritaire s'est fortement dégradée. Cette nouvelle escalade a provoqué de nouveaux déplacements massifs des populations abandonnées à leur triste sort. Des milliers d'autres compatriotes déjà déplacés ont abandonné leurs camps d'infortune installés dans la périphérie de la ville de Goma et se sont de nouveau mis à errer dans la nature sauvage du Nord-Kivu. La désolation a atteint le comble et la situation humanitaire devient encore plus dramatique.

Le RENADHOC constate avec amertume et regret que depuis l'enclenchement des hostilités par l'Armée régulière et sanguinaire du Rwanda au mois de mai 2012 en territoire Congolais de Rutshuru, près de six mois après, la situation sécuritaire se dégrade chaque jour un peu plus. Les Forces Armées Congolaises en restructuration et infiltrées jusqu'à la moelle épinière, ont eu du mal à mettre hors d'état de nuire les assaillants, ainsi que toutes les forces négatives qui ont mis le pays à feu et à sang, et contraint de centaines des milliers des Congolais, parmi lesquels plusieurs enfants, femmes, vieillards et autres personnes vulnérables, à vivre dans le dénuement le plus total.

**Cette situation, traduit-elle l'incapacité du Gouvernement Augustin MATATA PONYO à jouer véritablement son rôle, notamment celui de permettre à l'Etat Congolais de remplir avec succès ses missions régaliennes ?** Au vu de l'évolution de la situation sur le terrain des hostilités, nous sommes tentés de répondre par l'affirmative !

**Sur le plan diplomatique**, les résultats obtenus jusque là sont très insignifiants au regard de la gravité de la situation. Rien de concret qui puisse permettre l'arrêt définitif du cauchemar que vivent une fois de plus les populations du Nord-Kivu n'a été obtenu. Par contre, le pays agresseur, le Rwanda a même été élu comme membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies en dépit du fait qu'il soit un Etat totalitaire, criminel, aux dirigeants et aux institutions mono ethniques. Quel contraste ! La cause de la R.D.Congo n'a pas été entendue, en dépit de multitudes des réunions sur le plan régional et international. L'échec est donc cuisant sur le plan diplomatique !

**Sur le plan militaire**, depuis le début des hostilités, l'armée mono ethnique du Rwanda n'a fait que gagner du terrain au grand dam du peuple Congolais, qui éprouve de plus en plus le sentiment de ne pas être protégé par ceux qui ont reçu le mandat constitutionnel d'assurer sa sécurité et celle de ses biens. Malgré l'opiniâtreté du Gouvernement Congolais à convaincre l'opinion sur ses choix tactiques, la réalité est que la RDC perd chaque jour la face aux yeux du Monde, et le Rwanda et l'Ouganda continuent à être instrumentalisés pour mettre à genou ce grand géant de l'Afrique. Quelle humiliation ! Les troupes des FARDC, certainement mal et sous équipées, ne font que battre en retraite face à l'adversaire plus aguerri et préparé aux attaques transfrontalières.

**La RDC, avec un parcours politique atypique** caractérisé par 52 ans d'accession à la souveraineté internationale (1960-2012) durant lesquels le pays a été astreint à 42 ans d'un système politique dictatorial (1965-2006), 15 ans de transition politique (1990-2005), 7 ans des conflits armés ayant occasionné plus de cinq millions de morts parmi les populations civiles et sans défense (1996-2003), 3 ans de gestion consensuelle du pays et de la privatisation de la vie publique nationale par des seigneurs de guerre pourtant présumés auteurs des crimes imprescriptibles perpétrés en RDC (2003-2006) et

13 ans de la présence sur terrain en RDC de la plus grande, la plus importante et la plus budgétivore mission de maintien de la paix des Nations Unies (1999-2012), aurait pu à ce jour amorcer son décollage économique pour le plus grand bien de son peuple longtemps meurtri. Mais hélas ! Les populations Congolaises continuent d'être abandonnées à leur triste sort, vivant d'expédients, et ce, en dépit de gigantesques ressources naturelles que le Pays dispose ainsi que des 69 résolutions déjà adoptées au total par le Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la RDC pour la seule période allant de 1997 à 2012 ! Un record de tous les pays qui prouve à suffisance que la RDC est belle et bien sous le protectorat des Nations Unies.

Malgré cela, le pays n'a jamais recouvré la paix ! Cette situation fait de la RDC, un pays toujours victime de l'exploitation des grandes puissances tributaires des agressions répétitives par procuration des pays voisins dont notamment le Rwanda et l'Ouganda. Ce qui est révoltant est qu'en dépit de la présence des troupes onusiennes, évaluées à plus de 20.000 hommes et super-équipées, la stabilisation tant attendue par les populations Congolaises pour pouvoir vaquer paisiblement à leurs occupations quotidiennes, surtout dans la partie Est de la République Démocratique du Congo, ainsi que la consolidation de la paix, demeurent de véritables chimères. Sous la barbe des troupes de l'ONU, les troupes du Rwanda et de l'Ouganda se sont comme en 1996 et en 1998 allègrement emparés de l'aéroport de Goma puis de l'ensemble du chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

**La présence de la MONUSCO en République Démocratique du Congo se justifie-t-elle encore ? Pourquoi plusieurs puissances occidentales estiment toujours nécessaires de continuer à soutenir que le Rwanda, l'unique Etat mono ethnique du Monde demeure l'industrie de recyclage des criminels internationaux et bastion de l'impunité dans la région africaine des grands lacs ?**

D'une manière générale, le Gouvernement Augustin MATATA PONYO, en six mois de règne, n'a pas été capable de relever les défis sécuritaires en faveur des populations Congolaises. Qu'il s'agisse de la sécurité intérieure, de la sécurité alimentaire, de la sécurité économique, de la sécurité des approvisionnements, de la sécurité au travail, de la sécurité des transports, de la sécurité des systèmes d'informations, de la sécurité industrielle, de la sécurité financière et de la sécurité sociale.

**Au regard de tout ce qui précède, le RENADHOC :**

- 1.** Invite le Président de la République à procéder sans délai à la révocation immédiate du Ministre de la Défense Nationale, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre de la Justice et droits humains, du Chef d'Etat Major Général des Forces Armées de la RDC, du Commissaire Général a.i. de la Police Nationale Congolaise ainsi que du Commandant des Forces Terrestres, car ils ont prouvé qu'ils n'étaient pas à la hauteur de leurs responsabilités ;
- 2.** Invite une fois de plus le Président de la République, à procéder urgemment à l'exfiltration et à l'extirpation de l'Armée, de la Police Nationale Congolaise et des Services des renseignements, de tous les officiers supérieurs et sous officiers issus du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD-GOMA) et du Conseil National pour la Défense du Peuple (CNDP) car ils jouent généralement le double jeu et sont restés plus loyaux au Rwanda qu'à la République Démocratique du Congo ;
- 3.** Invite en fin au Président de la République, à revoir urgemment de fond en comble, toutes les chaînes de commandement et de la gestion logistique des forces armées, de la Police Nationale Congolaise ainsi que des services des renseignements civiles et militaires du Pays. Il est impératif que toutes ces chaînes des commandements soient exclusivement gérées par des officiers loyaux, nationaux et patriotiques comme c'est le cas partout au monde. N'est pas le faire constitue un acte de haute trahison.
- 4.** Invite le Gouvernement Augustin MATATA PONYO MAPON, qui a suffisamment montré ses limites dans la gestion de la chose publique, à tirer toutes les conséquences de l'échec de son action sur le plan de la défense nationale, de la lutte contre l'impunité ainsi que de la sécurité intérieure et extérieure du Pays ;
- 5.** Invite la population patriotique du Nord-Kivu actuellement sous occupation du Rwanda et de l'Ouganda, à la désobéissance civile généralisée envers les autorités de fait qui contrôlent, tuent et pillent actuellement une partie de la province du Nord-Kivu ;

- 6.** Invite la population Congolaise en général, à résister par tous les moyens de droit, aujourd'hui plus que jamais, pour défendre l'intégrité du territoire national contre les éternels envahisseurs et pillards du Pays du Prophète Simon Kimbangu et du Héros National Emmery Patrice LUMUMBA ;
- 7.** Invite toute la classe politique congolaise, à plus de nationalisme, de patriotisme, de responsabilité et de cohésion nationale pour faire échec au plan légendaire de balkanisation de la République. Il est inconcevable que plusieurs acteurs politiques congolais se laissent toujours instrumentalisés par le Rwanda au profit des pouvoirs éphémères et stupides ;
- 8.** Invite tous les acteurs de la Société Civile Congolaise à plus de vigilance pour démasquer toutes les infiltrations du Rwanda au sein des services clés de l'Etat et Institutions publiques de la RDC et surtout dans les villes de Goma, Bukavu, Kisangani, Lubumbashi et Kinshasa où sont signalées des infiltrations massives. Nous devons tout mettre en œuvre pour que l'histoire malheureuse ne se répète plus ! Car la République Démocratique du Congo ne sera jamais marchandable, instrumentalisable, morcelable et balkanisable ;
- 9.** Invite toutes les ONG Congolaises des droits de l'homme, à accélérer pour toutes fins utiles, le processus de monitoring et de documentation des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par le Rwanda et l'Ouganda en RDC car tôt ou tard ils répondront de leurs ignominieux actes terroristes et de brigandage en RDC ;
- 10.** Invite les Etats véritablement amis du Peuple Congolais, à cesser de vendre les armes au Rwanda, à apporter leur aide militaire et humanitaire à la République Démocratique du Congo car après 13 ans de la présence sans gloire sur le Sol Congolais, la Mission de maintien de la paix des Nations Unies a démontrée sa capacité à pérenniser sa présence, à sécuriser l'insécurité, à stabiliser l'instabilité et à hypothéquer la paix durable en RDC ;
- 11.** Invite le Conseil de Sécurité des Nations Unies à assumer pleinement ses responsabilités. Il est inconcevable que le Rwanda un Etat membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies agresse à répétition la République Démocratique du Congo au vu et au su des Casques bleus de l'ONU ;

12. Invite la Jeunesse Congolaise et toute la Communauté Estudiantine de la République Démocratique du Congo, à s'engager résolument dans une lutte intergénérationnelle pour la défense et la préservation des attributs fondamentaux de la République, et ce, au profit des générations futures ;
13. Prend à témoins tous les mécanismes conventionnels et non conventionnels des droits de l'homme au niveau de l'Union Africaine et des Nations Unies sur la gravité des faits attribuables au Rwanda et à l'Ouganda, deux Etats parties à plusieurs instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui sont devenus des auteurs insatiables des crimes odieux en République Démocratique du Congo plus d'une décennie déjà ;
14. Exige la convocation immédiate en Congrès du Sénat et de l'Assemblée Nationale en vertu des articles 85, 86, 119, 144 et 145 de la Constitution de la RDC en vue de la proclamation de l'Etat d'urgence et/ou de siège ainsi que de la déclaration de guerre contre le Rwanda et l'Ouganda, deux pays agresseurs de la République Démocratique du Congo.

**Nous restons saisis de la question.**

**Fait à Kinshasa, le 22 Novembre 2012**

**LE SECRETARIAT EXECUTIF NATIONAL  
DU RENADHOC**



---

**Secrétariat Exécutif National** : N° 1517, Avenue Luanga (Croisement des Avenues Itaga & Croix-Rouge)

Quartier Ndolo / Commune de Barumbu, Ville de Kinshasa

**Telephone**: +(243) 998 121 369 / 89 82 60 500 / 9999.052.52 / 81.502.48.38/81.61.47.007

**E-fax** : 0044 871 25 920 - **Numéro Vert** ( **Appels Urgents Uniquement** ) : +243 (0) 810.8000.12

**E-mail**: [renadhoc@yahoo.fr](mailto:renadhoc@yahoo.fr) – [renadhoc@societecivile.cd](mailto:renadhoc@societecivile.cd) / **Site Web** : [www.renadhoc.org](http://www.renadhoc.org)

**B.P.**: 448 Kinshasa I - République Démocratique du Congo